



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 5 décembre 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
200^e année
5 décembre 2024
n° 42 / 8063^e
pages 2057 à 2104

CHRONIQUE / Vente

Le commerce de « colis perdus » :
un jeu de qualification périlleux
> Hania Kassoul

2072

ÉDITORIAL

2057 Le juriste-ville. À propos de la commune de Premosello-Chiovenda, *Franck Laffaille*

ACTUALITÉS

- 2060 Cession de droits sociaux (expertise) : communication de documents
- 2061 Vente (promesse unilatérale) : portée du revirement de jurisprudence
- 2062 Traite des êtres humains (éléments constitutifs) : critère de la rémunération
- 2064 Procréation médicalement assistée (post mortem) : conventionnalité de l'interdiction
- 2066 Appel civil (conclusions) : défaut de renvoi aux pièces produites

POINTS DE VUE

- 2067 Droit de l'Union européenne et état civil des minorités sexuées et genrées, Réflexions à partir de la décision *Mirin*, *Benjamin Moron-Puech*
- 2070 Mandats d'arrêt de la CPI contre des dirigeants israéliens : un triomphe du droit pénal international ?, *Benjamin Fiorini et Farah Safi*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 2077 **Panorama** : Dommage corporel, *Mireille Bacache, Anne Guégan et Stéphanie Porchy-Simon*
- 2090 **Notes** : La fraude aux paiements par *spoofing* devant la Cour de cassation : grande publicité, petit arrêt, *note sous Com. 23 oct. 2024, Pierre Storrer*
- 2095 La plasticité de la force majeure autorisant l'interprétation stricte de l'imprévisibilité, *note sous Civ. 2^e, 19 sept. 2024, Alexandre Dumery*
- 2099 Procédure pénale et exploitation d'un téléphone portable : le développement de la protection européenne, *note sous CJUE 4 oct. 2024, Benoît Auroy*

ENTRETIEN

2104 Bruno Wertenschlag – L'attribution des logements sociaux

Lefebvre Dalloz

DA|LOZ



Version numérique incluse*



322442



9 782993 224427

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO

DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCAL DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOUEÛT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION - RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (01 40 64 52 84)

Laurence BREUZÉ-DINNAT (01 40 64 54 81)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (07 86 62 03 57)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS - RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, *Directrice*

ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER

src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicité@lefebvre-sarnt.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 064,90 € TTC

Étranger : 1 109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Décembre 2024

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié

dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Franck Laffaille

Le juriste-ville
À propos de la commune
de Premosello-Chiovenda

2057

ACTUALITÉS

2060

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Cautonnement (information annuelle) :
exclusion du crédit-bail, *Com. 27 nov. 2024*

Entreprise en difficulté

Alsace-Moselle (insolvabilité notoire) :
appréciation de la bonne foi du débiteur,
Civ. 2^e, 21 nov. 2024

Société et marché financier

Cession de droits sociaux (expertise) :
communication de documents,
Com. 27 nov. 2024

Registre du commerce et des sociétés (actes) :
portée de l'inopposabilité, *Com. 27 nov. 2024*

2064

DROIT PUBLIC

Santé publique

Procréation médicalement assistée
(*post mortem*) : conventionnalité
de l'interdiction, *CE 28 nov. 2024*

2065

DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Âge du salarié (licenciement) :
mise à la retraite par l'employeur,
Soc. 27 nov. 2024

Conseiller du salarié (licenciement) :
demande d'autorisation administrative,
Soc. 27 nov. 2024

2061

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Vente (promesse unilatérale) :
portée du revirement de jurisprudence,
Civ. 3^e, 21 nov. 2024

Famille-Personne-Succession

Nationalité (action déclaratoire) : opposabilité
de la désuétude, *Civ. 1^{re}, 27 nov. 2024*

Nationalité (majorité) : condition de résidence
habituelle, *Civ. 1^{re}, avis, 27 nov. 2024*

2062

DROIT IMMOBILIER

Bail

Bail rural (cession) : congé pour atteinte
de l'âge de la retraite, *Civ. 3^e, 28 nov. 2024*

Bail rural (fumures et arrière-fumures) :

domaine de l'action en répétition,
Civ. 3^e, 28 nov. 2024

2062

DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Traite des êtres humains (éléments
constitutifs) : critère de la rémunération,
Crim. 26 nov. 2024

Fausse déclaration (organisme social) :
obtention d'une prestation induue,
Crim. 26 nov. 2024

Procédure pénale

Instruction (purge des nullités) :
inconstitutionnalité du régime,
Cons. const. 29 nov. 2024



POINTS DE VUE

2067

Droit de l'Union européenne et état civil des minorités sexuelles et genrées. Réflexions à partir de la décision *Mirin* par Benjamin Moron-Puech

2070

Mandats d'arrêt de la CPI contre des dirigeants israéliens : un triomphe du droit pénal international ? par Benjamin Fiorini et Farah Safi



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

2072

Le commerce de « colis perdus » : un jeu de qualification périlleux par Hania Kassoul

PANORAMA

2077

Dompage corporel novembre 2023 – octobre 2024 par Mireille Bacache, Anne Guégan et Stéphanie Porchy-Simon

NOTES

2090

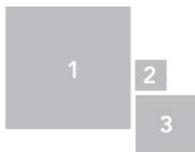
La fraude aux paiements par *spoofing* devant la Cour de cassation : grande publicité, petit arrêt, note sous *Com.* 23 oct. 2024 par Pierre Storrer

2095

La plasticité de la force majeure autorisant l'interprétation stricte de l'imprévisibilité, note sous *Civ. 2^e*, 19 sept. 2024 par Alexandre Dumery

2099

Procédure pénale et exploitation d'un téléphone portable : le développement de la protection européenne, note sous *CJUE* 4 oct. 2024 par Benoît Auroy



ENTRETIEN

2104

Bruno Wertenschlag – L'attribution des logements sociaux

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

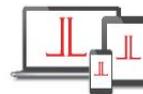
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également votre revue numérique sur Dalloz-Revues.fr

Droit des sociétés, n° 12 du 01 décembre 2024

Sommaire du numéro

Repère

SOCIÉTÉ CIVILE

Exercice en société des professions libérales réglementées : entrée en vigueur et premiers décrets d'application

N° 10 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

Alertes

FOCUS | SAS

Augmentations de capital en SAS : fin de la saga !

N° 189 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | ÉMETTEURS

Arrêté des comptes 2024 et travaux de revue des états financiers

N° 190 - Par Samia MAOUCHE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DIRIGEANT SOCIAL

Contrat de LOA entre sociétés et dirigeant : l'absence de contrepartie personnelle du dirigeant entraîne sa nullité

N° 191

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Compensation légale et cession de créance : conditions d'application en procédure collective

N° 192

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Contestation sérieuse de créance en procédure collective : le créancier doit prendre garde aux délais !

N° 193

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | ENTREPRISE

La demande du liquidateur constitue le plafond du montant de l'insuffisance d'actif duquel ne sont pas soustraits les frais de sa réalisation

N° 194

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

Défaillances d'entreprises à fin octobre 2024

N° 195

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | RSE

CSRD : recommandations de l'ESMA pour le reporting financier et de durabilité 2024

N° 196

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | RSE

Durabilité et contrôle des comptes : la Commission européenne publie une nouvelle FAQ

N° 197

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | RSE

La H2A actualise sa FAQ sur la mission de certification des informations en matière de durabilité

N° 198

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DURABILITÉ

Changement climatique : les acteurs économiques consultés

N° 199

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | RSE

Étude AFG 2024 sur l'investissement responsable en France

N° 200

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | AFM

L'AMF clarifie le rôle des intermédiaires dans les transactions de titres sur blockchain

N° 201

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | FINANCEMENT

PME : la directive sur les structures avec actions à votes multiples est publiée

N° 202

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | FINANCEMENT DES ENTREPRISES

Conditions de financement des entreprises : durcissement modéré et besoins en baisse

N° 203

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | TPE

Situation des TPE-PME en 2024 : entre résilience financière et défis de compétitivité

N° 204

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | FISCALITÉ D'ENTREPRISE

Filiales établies à Saint-Barthélemy : un rescrit précise les conditions d'éligibilité au régime fiscal des groupes de sociétés

N° 205

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | FISCALITÉ

[Le revenu exceptionnel de l'année blanche](#)

N° 206 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | TAUX DE RÉFÉRENCE

[Taux de référence pour le plafonnement des intérêts déductibles pour les exercices clos du 30 septembre au 30 décembre 2024](#)

N° 207

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | FISCALITÉ D'ENTREPRISE

[Plus-values : filiales des holdings animatrices, une source de discrimination ?](#)

N° 208 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | MARCHÉS BOURSIERS

[Nouvelles législations pour rendre les marchés boursiers plus attractifs pour les entreprises européennes](#)

N° 209

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | FOND INDICIEL COTÉ

[Rappel des règles encadrant la dissolution anticipée d'un ETF](#)

N° 210

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | AVOCAT

[Protection du secret professionnel de l'avocat et demande de renseignements](#)

N° 211 - Par Pablo GUÉDON

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | AVOCAT

[L'IBA publie la deuxième édition de son Guide sur les entreprises et les droits de l'homme à l'intention des barreaux](#)

N° 212

[Consulter le PDF](#)

[Chronique](#)



DEVOIR DE VIGILANCE

[Un an de droit international et européen des sociétés](#)

N° 4 - Par Edmond SCHLUMBERGER

[Consulter le PDF](#)

[Commentaires](#)



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

[BSA caducs pour cause de licenciement pour faute grave : la redoutable tentation du bad leaver](#)

N° 141 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | CESSION DE PARTS SOCIALES

Le cessionnaire de parts sociales invoquant la réticence dolosive ne peut se voir opposer son manque de curiosité quant à la situation financière de la société

N° 142 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ D'EXERCICE LIBÉRAL

Détention de capital d'une SEL : place des obligations convertibles en actions dans l'appréciation des conditions de détention du capital

N° 143 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le curateur d'un associé doit être convoqué lorsque l'assemblée porte sur un acte de disposition

N° 144 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

Date du transfert de propriété et date de l'inscription en compte

N° 145 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

L'absence de formalisme légal et réglementaire ou le formulaire Cerfa valant ordre de mouvement

N° 146 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | ABUS DE MARCHÉ

Manipulation de marché : le juge pénal confronté aux difficultés de caractérisation du délit

N° 147 - Par Julien GRANOTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | PERSONNE MORALE

Citation directe et identification de l'organe ou du représentant

N° 148 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | ABUS DE BIENS SOCIAUX

Précisions sur l'élément matériel du délit d'abus de biens sociaux en raison d'un compte courant d'associé débiteur

N° 149 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | CESSION DE DROITS SOCIAUX

Détermination de la valeur vénale de droits sociaux cédés et de l'existence éventuelle d'un acte anormal de gestion donnant lieu à qualification de libéralité

N° 150 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Transfert de siège de société au sein de l'Union européenne

N° 151 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | INFORMATIONS DE DURABILITÉ

La certification des informations de durabilité depuis la transposition de la directive CSRD

N° 152 - Par Jean-Louis NAVARRO

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 48 du 02 décembre 2024

Sommaire du numéro

La Semaine du droit

ÉDITO

Autrui

N° 1408 - Par Nicolas MOLFESSIS

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

6e édition de la Conférence nationale du grand Serment

N° 1409 - Par Fabrice RAOULT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | FILIATION

GPA : la première chambre civile couvre la fraude et institue le droit à l'enfant

N° 1410 - Par Louis D'AVOUT

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | FILIATION

GPA : synthèse de l'avis de l'avocate générale A. Caron-Dégliise

N° 1411 - Par Anne CARON-DÉGLISE

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CASSATION (EN MATIÈRE CIVILE)

Pourvoi immédiat ou différé contre les jugements rejetant une fin de non-recevoir

N° 1412 - Par Xavier Philippe VUITTON

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 21 au 27 novembre 2024

N° 1413

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 11 au 17 novembre 2024

N° 1414

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PROCÉDURE PÉNALE

Création d'une exception permettant qu'une nullité puisse être soulevée si la partie n'a pu en avoir connaissance avant la clôture de l'instruction

N° 1415

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DÉTENUS

[Création de la procédure alternative aux poursuites disciplinaires des personnes détenues majeures](#)

N° 1416

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | ACTION CIVILE

[Le Conseil constitutionnel valide les limites de l'action civile des associations LGBT+](#)

N° 1417

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | DROITS DE L'HOMME

[Respect des droits civils et politiques : la France rappelée à l'ordre par le Comité des droits de l'homme de l'ONU](#)

N° 1418

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

[Journal officiel du 14 au 27 novembre 2024](#)

N° 1419

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 28 octobre au 10 novembre 2024](#)

N° 1420

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | PRESSE-DIFFAMATION

[Manipulations journalistiques : les nouveaux « misérables » ?](#)

N° 1421 - Par Emmanuel DREYER

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | ACTION CIVILE

[La tromperie aggravée, nouvelle limite au droit d'agir des associations de défense de l'environnement](#)

N° 1422 - Par Jean-Marie BRIGANT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

[Responsabilité pour insuffisance d'actif et représentants permanents des dirigeants personnes morales](#)

N° 1423

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

[Privilège des créances salariales et subrogation des institutions de garanties](#)

N° 1424

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

[Arrêts P de la Cour de cassation du 11 au 17 novembre 2024](#)

N° 1425

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS PAR ACTIONS SIMPLIFIÉES

[Pas de minorité de forçage dans les SAS](#)

N° 1426 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 21 au 27 novembre 2024

N° 1427

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 11 au 17 novembre 2024

N° 1428

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 21 au 27 novembre 2024

N° 1429

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 11 au 17 novembre 2024

N° 1430

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | TRAVAIL

Un employeur peut se constituer une preuve à lui-même

N° 1431 - Par Muriel JOSEPH-PARMENTIER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

La proximité, un maître mot pour l'antenne de Bourges de l'UFR DEG

N° 1432 - Par Rahma CHEKKAR

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | DÉMEMBREMENT DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

L'exercice de l'action en justice par les titulaires de droits démembrés

N° 1433 - Par Henri LEYRAT

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | PROCÉDURE CIVILE

Droit judiciaire privé

N° 1434 - Par Lucie MAYER , Liza VEYRE et Lilian LARRIBÈRE

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Animal & droit. - Bestiaire - Patrimoine juridique - Défis contemporains

N° 1435

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | BIBLIOGRAPHIE

Réforme de la procédure d'appel

N° 1436

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | HANDICAP

Trois questions à Caroline Laveissière, bâtonnière du barreau de Bordeaux et Raphaël Mayet, bâtonnier du barreau de Versailles

N° 1437

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le droit de communication ne s'immisce pas dans la procédure disciplinaire des avocats

N° 1438 - Par Manon VAN DAELE

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Chantiers prioritaires : le garde des Sceaux lance trois missions d'urgence

N° 1439

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

Commissaires de justice, notaires et avocats : modification de dispositions statutaires

N° 1440

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | JUSTICE

Nouvelles mesures pour renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes

N° 1441

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Un réseau d'avocats spécialisés pour l'assistance aux femmes victimes de violence

N° 1442

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MINEURS

Mineurs délinquants : la Défenseure des droits critique une proposition de loi

N° 1443

[Consulter le PDF](#)

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 49 du 05 décembre 2024

Sommaire du numéro

Échos de la pratique

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

[3 QUESTIONS - Regard de la Cour des comptes sur la prévention des difficultés des TPE et PME](#)

N° 930 - Par Michel DI MARTINO

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

[Constat mitigé des politiques publiques menées en faveur de l'industrie](#)

N° 931

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Le DUERP : Réalisation et mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels](#)

N° 932

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

[Revue Actes pratiques et Ingénierie sociétaire](#)

N° 933

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

[Impact de la situation actuelle sur l'attractivité de la France](#)

N° 934

[Consulter le PDF](#)

Actualités

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

[Crédit-bail : pas d'obligation annuelle d'information envers la caution](#)

N° 935

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Retour sur les annonces de Michel Barnier destinées à soutenir les entreprises](#)

N° 936

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Guide de bonnes pratiques pour limiter les retards de paiement interentreprises](#)

N° 937

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE

[Notations environnementales, sociales et de gouvernance : feu vert pour les nouvelles règles](#)

N° 938

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Cryptoactifs : normes techniques d'exécution concernant l'établissement de rapports sur les jetons](#)

N° 939

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Exigence relative à un compte actif : l'AEMF consulte dans le cadre de la norme EMIR 3](#)

N° 940

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[AES : des lignes directrices communes sur le système d'échange d'informations relatives aux évaluations d'honorabilité et de compétence](#)

N° 941

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Transferts de cryptoactifs : formulaires, modèles et procédures normalisés pour la coopération et l'échange d'informations entre les autorités compétentes](#)

N° 942

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

[Union des marchés des capitaux : la révision du paquet « EMIR » définitivement adoptée](#)

N° 943

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

[Taux de référence relatif à la bourse commune des greffiers des tribunaux de commerce pour l'année 2025](#)

N° 944

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE

[Signature d'un traité international sur le droit des dessins et modèles](#)

N° 945

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Conditions strictes pour le retrait d'un associé d'une société civile immobilière en jouissance à temps partagé](#)

N° 946

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Communication des pièces nécessaires à l'expert en l'absence de règles de valorisation définies

N° 947

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Exclusion des actes authentiques de l'inopposabilité résultant d'un défaut d'immatriculation au RCS d'un office notarial

N° 948

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Qualification de la relation contractuelle entre une société et son dirigeant : critères à prendre en compte

N° 949

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Licenciement d'un conseiller du salarié : autorisation requise, même si le mandat est connu après l'entretien préalable initial

N° 950

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Évolution des taux et limites du versement mobilité au 1er janvier 2025

N° 951

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Accord en CMP sur le budget de la Sécurité sociale

N° 952

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Reconduction de la prime de Noël en 2024

N° 953

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | ENREGISTREMENT

L'engagement de revendre n'est pas respecté : décompte des intérêts de retard sur les droits de mutation

N° 954

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

Avoirs sur un compte à l'étranger

N° 955

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Classes de parties affectées facultatives : droit ou aubaine ?

N° 1353 - Par Antoine DIESBECQ et Benjamin GALLO

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Cessions de droits sociaux

N° 1354 - Par Bernard-Olivier BECKER , Matthieu BUCHBERGER et Marie CAFFIN-MOI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENVIRONNEMENT

Les obligations environnementales des entreprises : les quotas d'émission de CO2

N° 1355 - Par Hélène GELAS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Égalité, règles de concurrence et régulation de la sécurité sociale

N° 1356 - Par Antoine LOUVARIS

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | FRANCHISE

La franchise participative à l'épreuve du droit des entreprises en difficulté

N° 1357 - Par Olivier MARAUD

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

L'appréciation renforcée de la preuve du préjudice subi par le bailleur en matière de désordres locatifs

N° 1358 - Par Damien AFTASSI

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

La vie privée à l'épreuve de la clé USB personnelle du salarié

N° 1359 - Par Bernard BOSSU

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Régime des sociétés mères et des filiales pour les distributions reçues par une société mère française d'une filiale étrangère

N° 1360 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

À la une

L'évolution du statut de juriste assistant vers celui d'attaché de justice : un enjeu de reconnaissance et de stabilité professionnelle

note par Julien FAIDHERBE sous D. n° 2024-965, 30 oct. 2024

Les juristes assistants, dont le rôle de soutien technique et juridique auprès des magistrats est aujourd'hui crucial, connaissaient jusqu'alors une précarité professionnelle que le décret du 30 octobre 2024 vise à atténuer en ouvrant la voie à un statut d'attaché de justice revalorisé.



© Sebastian Duda_AdoStock

Technique

Obtenir le paiement de ses honoraires ? Une procédure simplifiée et améliorée

par Benjamin PITCHO

Jurisprudence

La mise en balance des droits par la Cour de cassation au secours de l'illicéité d'un moyen de preuve

note par Guillaume LEROY sous Cass. soc., 25 sept. 2024

Prolongation exceptionnelle de la détention provisoire d'un accusé renvoyé devant la cour criminelle départementale : l'impossible équation ?

note par Pierre GAGNOUD sous Cass. crim., 2 oct. 2024 et Cass. crim., 10 juill. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• David NOGUÉRO

Professeur à l'université Paris Cité (IDS – UMR-INSERM 1145)

• Xavier LEDUCQ

Avocat au barreau de Paris, cabinet CRTD & Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRAUDEL et Bélinda WALTZ-TERACOL



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL470o2 ■ Devenir magistrat en service extraordinaire 3
- GPL470n4 ■ Didier Migaud défend ses arbitrages dans le nouveau site de l'ENM 5
- GPL470n5 ■ À Bordeaux, une permanence d'accès au droit dédiée au handicap 6
- GPL469y4 ■ Tribulations d'un avocat français et de son client... le justiciable ! libres propos par Stéphane FERTIER 8

Technique

- GPL470o9 ■ Obtenir le paiement de ses honoraires ? Une procédure simplifiée et améliorée par Benjamin PITCHO 10

Retour sur

- GPL470o4 - La confraternité entre avocats, un principe parfois malmené par Miren LARTIGUE 14

Doctrine

- GPL470c9 ■ L'évolution du statut de juriste assistant vers celui d'attaché de justice : un enjeu de reconnaissance et de stabilité professionnelle note par Julien FAIDHERBE sous D. n° 2024-965, 30 oct. 2024 16

Jurisprudence

- GPL470o6 ■ La mise en balance des droits par la Cour de cassation au secours de l'illicéité d'un moyen de preuve note par Guillaume LEROY sous Cass. soc., 25 sept. 2024 20
- GPL469z0 ■ Prolongation exceptionnelle de la détention provisoire d'un accusé renvoyé devant la cour criminelle départementale : l'impossible équation ? note par Pierre GAGNOUD sous Cass. crim., 2 oct. 2024 et Cass. crim., 10 juill. 2024 23
- GPL470d0 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 26
- GPL470c5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 32
- GPL469w4 ■ Chronique de jurisprudence des procédures civiles d'exécution par Claude BRENNER et Jean-Jacques ANSAULT <https://lext.so/GPL469w4>  35

Gazette Spécialisée

DROIT DES ASSURANCES

35

Sous la responsabilité scientifique de
David NOGUÉRO et Xavier LEDUCQ

Avec la participation de

Caroline CERVEAU-COLLIARD, Michel EHRENFELD, Philippe GIRAUDEL
et Bélanda WALTZ-TERACOL

À la une

Réformer « l'excuse de minorité », un exercice périlleux

étude par Sylvain JACOPIN

Face à certaines affaires particulièrement graves mettant en cause de jeunes mineurs, l'excuse de minorité est revenue au cœur des débats à la faveur de son adaptation ou de sa suppression. Qu'en est-il ? Est-ce possible ? Quels en sont les enjeux ?



© blvdone_AdobeStock

Actualité

Action de groupe, le retour
focus

Technique

Aspects fiscaux du plan
d'épargne retraite

par Hervé ZAPF

Jurisprudence

« Because privacy matters » :
à propos de l'accès au téléphone
portable par les enquêteurs

note par Jean-Baptiste THIERRY
sous CJUE, 4 oct. 2024

Sous-cautionnement
et interruption de la prescription
par la déclaration de créance
à la procédure collective

note par François CHEVALLIER
sous Cass. com., 9 oct. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Grégory DUMONT

Avocat au barreau des Hauts-de-Seine, associé,
CMS Francis Lefebvre Avocats

• Quentin GUIGUET-SCHIELÉ

Maître de conférences à l'université Toulouse Capitole

AVEC LA PARTICIPATION DE

Jean-Baptiste BARBIÈRI, Guillaume BEAUSSONIE, Sylvain BERNARD, Sophie DEVILLE, Mélanie JAOUËL, Simon JARRY, Michel LEROY,
Clément MIMRAN, Christelle RIEUBERNET et Oriane VERGARA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationsclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL470v3 ■ Action de groupe, le retour 3
- GPL470v4 ■ Justice : installation de trois missions d'urgence 4
- GPL470v1 ■ « Le contrôle de comptabilité du bâtonnier désigné devrait être généralisé »
entretien avec Richard DOUDET 7

Technique

- GPL470t5 ■ Aspects fiscaux du plan d'épargne retraite
par Hervé ZAPF 9

Doctrine

- GPL469x6 ■ Réformer « l'excuse de minorité », un exercice périlleux
étude par Sylvain JACOPIN 11

Jurisprudence

- GPL470u4 ■ « Because privacy matters » : à propos de l'accès au téléphone portable par les enquêteurs
note par Jean-Baptiste THIERRY sous CJUE, 4 oct. 2024 16
- GPL470p9 ■ Sous-cautionnement et interruption de la prescription par la déclaration de créance à la procédure collective
note par François CHEVALLIER sous Cass. com., 9 oct. 2024 19
- GPL470o5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 22
- GPL470c6 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 26
- GPL470n8 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme
par Catherine BERLAUD 29
- GPL469w5 ■ Chronique de jurisprudence de droit des mineurs
par Delphine THOMAS-TAILLANDIER <https://lext.so/GPL469w5> 
- GPL470h4 ■ Chronique de jurisprudence en droit des biens
par Julien DUBARRY et Antoine TOUZAIN <https://lext.so/GPL470h4> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL470t8 ■ Monika Mahy-Ma-Somga, bâtonnière du barreau d'Aix-en-Provence 30

Gazette Spécialisée

DROIT PRIVÉ DU PATRIMOINE 31

Sous la responsabilité scientifique de
Quentin GUIGUET-SCHIELÉ et Grégory DUMONT

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

PRESTATAIRES

**Des premières pierres judiciaires apportées au régime
de responsabilité des PSAN** → PAGE 21

Anthony **ARANDA VASQUEZ**

**Manquements d'une SGP gérant des FIA immobiliers
à ses obligations professionnelles** → PAGE 26

Isabelle **RIASSETTO**

LIBRES PROPOS

**La transaction *Vivendi*, le besoin de jurisprudence et la place
de l'analyse économique** → PAGE 48

Johan **PROROK**

ABUS DE MARCHÉ

La communication financière trompeuse → PAGE 11

François **BARRIÈRE**

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJB202a7 • **Priorités 2024 de l'ESMA pour la revue des rapports de durabilité de la directive CSRD** 4
Bertrand SÉNÉCHAL
- BJB202a6 • **Nouveau rapport du HCJP sur les crédits carbone** 7
Andrew BERNSTEIN et Hamza SEBTI

AUTORITÉS DE SUPERVISION

- BJB201z8 • **Actualisation du guide sur les relations entre l'AMF et les commissaires aux comptes des SGP et des OPC** 9
Michel STORCK – AMF et CNCC, Guide des relations entre l'Autorité des marchés financiers et les commissaires aux comptes des sociétés de gestion de portefeuille et des organismes de placement collectif, oct. 2024

ABUS DE MARCHÉ

- BJB202a4 • **La communication financière trompeuse** 11
François BARRIÈRE – AMF, déc., 19 juill. 2024, n° 7, SAN-2024-07

PRESTATAIRES

- BJB202a2 • **Les droits des détenteurs d'instruments de fonds propres à l'épreuve de la résolution des émetteurs : nouvelle précision de la CJUE** 15
Anastasia SOTIROPOULOU – CJUE, 5 sept. 2024, n°s C-775/22, C-779/22 et C-794/22
- BJB202a9 • **Des premières pierres judiciaires apportées au régime de responsabilité des PSAN** 21
Anthony ARANDA VASQUEZ – TJ Créteil, 28 juin 2024, n° 22/07788 – TJ Metz, 8 août 2024 – TJ Paris, 12 sept. 2024, n° 22/15371 – TJ Paris, 18 sept. 2024, n° 23/13786
- BJB202a5 • **Manquements d'une SGP gérant des FIA immobiliers à ses obligations professionnelles** 26
Isabelle RIASSETTO – AMF, déc., 12 sept. 2024, n° 9, SAN-2024-09
- BJB201z7 • **Première mise en cause par l'AMF d'une SGP pour des manquements dans sa communication en matière de durabilité** 30
Michel STORCK – AMF, accord comp. adm., 28 févr. 2024, publié le 24 juin 2024, TRA-2024-06
- BJB202a1 • **Les reportings AIFM et MMF doivent s'améliorer** 32
Michel STORCK – AMF, Synthèse des contrôles SPOT relative au processus de production, de contrôle et de transmission à l'AMF des reportings réglementaires (AIFM, MMF, ROSA), oct. 2024

DOCTRINE

- BJB201z9 • **Moyens d'information et d'analyse des administrateurs de sociétés cotées à l'heure de l'extension de leurs responsabilités** 35
Hadrien BOURRELLIS

LIBRES PROPOS

- BJB202a3 • **La transaction Vivendi, le besoin de jurisprudence et la place de l'analyse économique** 48
Johan PROROK

DOCTRINE P. 25

PROFESSIONS

Nouveau décret relatif aux inspections des notaires : présentation de la réforme

par *Mathieu Soulié***ACTUALITÉS** P. 5

PROFESSIONS

L'introduction de l'histoire du notariat dans la formation des futurs notaires : quand l'histoire fait l'actualité d'une profession

par *Philippe Caillé* et *Alain Robert***PERSONNES / FAMILLE**

Mandats de protection future : publication du décret relatif au registre

IMMOBILIER

Meublés de tourisme : principales mesures de la loi *Le Meur* intéressant le notariat

DROIT FISCAL

Requalification d'une vente à un prix minoré en donation déguisée avec charge

PRATIQUE P. 19

PERSONNES / FAMILLE

Qualité d'indivisaire et cession de droits indivis : d'utiles rappels sans révolution

par *Sandrine Le Chuiton***CHRONIQUES** P. 31

IMMOBILIER

Sûretés personnelles

par *Séverine Cabrillac*

ACTUALITÉS P. 5

ÉCHOS PRO

DEF222y2 ■ L'introduction de l'histoire du notariat dans la formation des futurs notaires : quand l'histoire fait l'actualité d'une profession par **Philippe Caillé** et **Alain Robert**

À LA UNE

DEF223b2 ■ Mandats de protection future : publication du décret relatif au registre

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223b3 ■ Meublés de tourisme : principales mesures de la loi *Le Meur* intéressant le notariat

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF223b4 ■ Publication le même jour d'une hypothèque et d'une vente : prise en compte de la date des titres pour dénouer le conflit

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF223b5 ■ Déchéance de l'usufruit pour défaut d'entretien : la non-surveillance du nu-propiétaire est sans incidence

FISCAL

DEF223b6 ■ Marchand de biens : point de départ du délai pour régler les intérêts de retard en cas de déchéance du régime de faveur

FISCAL

DEF223b7 ■ Requalification d'une vente à un prix minoré en donation déguisée avec charge

PRATIQUE P. 19

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF222x8 ■ Qualité d'indivisaire et cession de droits indivis : d'utiles rappels sans révolution par **Sandrine Le Chuiton**

DOCTRINE P. 25

DEF223a2 ■ Nouveau décret relatif aux inspections des notaires : présentation de la réforme par **Mathieu Soulié**

CHRONIQUES P. 31

DEF222w9 ■ Sûretés personnelles par **Séverine Cabrillac**

VIE PRO P. 37

OFFRES ET DEMANDES P. 42

INDICES P. 44

[Personnes physiques et droit de la concurrence – Avant-propos, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 179-181](#)

DOCTRINE  M. LE SOUDEER  CONCURRENCE

entreprise - droit de la concurrence - consommateur - personnes physiques - action - programme - réflexion - revue des affaires - développement - entente - revue des affaires européennes - analyse - infraction - service - concurrence - dernière - contexte - droit européen - droit européen de la concurrence - comportement - compliance -...

04/12/2024

[Le rôle des personnes physiques dans la prévention, la découverte et le traitement par les entreprises d'infractions au droit de la concurrence, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 183-196](#)

DOCTRINE  ADRIEN GIRAUD - J. MORIZE - V. GÉRARDIN  CONCURRENCE

entreprise - enquête - salarié - enquête interne - donnée - compliance - employeur - direction - programme - droit de la concurrence - pratique - autorité - infraction - information - traitement - employé - pratiques anticoncurrentielles - découverte - particulier - autorité de la concurrence - oeuvre - cartel - risque - concurrence -...

04/12/2024

[Les lanceurs d'alerte devant l'Autorité de la concurrence, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 197-202](#)

DOCTRINE  I. LUC  CONCURRENCE

autorité - signalement - lanceur - entreprise - autorité de la concurrence - dispositif - divulgation - pratique - lanceur d'alerte - information - secret - identité - décret - aides d'État - commission - personne physique - violation - divulgation publique - alerte - traitement - programme - traitement des signalements - autorités de...

04/12/2024

[La place des individus/consommateurs dans le private enforcement des règles de concurrence, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 203-223](#)

DOCTRINE  M.-J. AZAR-BAUD - A. PREDAL  DROIT DE LA CONSOMMATION

consommateur - action - directive - mécanisme - royaume - action de groupe - directive actions - directive actions représentatives - représentant - contentieux - indemnisation - juridiction - répercussion - parlement européen - réparation - directive dommages - transaction - droit de la concurrence - règles de concurrence - procédure -...

04/12/2024

[Updating the antitrust paradigm for labour, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 225-242](#)

DOCTRINE  I. D'ESTAINTOT

Two main features characterise the labour paradigm under the current enforcement of EU competition laws. First, workers are rarely the focus of competition cases, which tend to be consumer-centric. Second, the protection of workers' interests is generally achieved through negative rather than positive enforcement of antitrust laws ...

04/12/2024

[Les accords de non-débauchage et le droit de la concurrence, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 243-255](#)

DOCTRINE  R. JEAN-CHRISTOPHE  CONCURRENCE

accord - clause - entreprise - autorité - marché - salarié - concurrence - accords de non-débauchage - droit de la concurrence - stipulation - commission - secteur - approche - restriction - employeur - angle - pratique - opération - service - travail - qualification - clauses de non-concurrence - salaire - travailleur - risque - action -...

04/12/2024

[Sport et concurrence : les sportifs courent-ils plus vite que le droit européen ?, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 257-268](#)

DOCTRINE  E. DURAND - B. TEMPLÉ  CONCURRENCE - DROIT EUROPÉEN

sport - cour de justice - club - organisation - compétition - instance - joueur - sportif - concurrence - instances dirigeantes - instances dirigeantes sportives - droit européen - réglementation - activité - cour de justice des communautés - oeuvre - juridiction - organisations sportives - football - caractère - principe de spécificité...

04/12/2024

[L'arbitrage dans la jurisprudence de la Cour de justice, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 271-288](#)

DOCTRINE  É. FARNOUX  RÉOLUTION ALTERNATIVE DES LITIGES

arbitrage - état - sentence - exclusion - cour de justice - système - arbitrage d investissement - État membre - arbitrage commercial - États membres - efficacité - litige - caractère - tribunal arbitral - arbitration - autonomie - juridiction - tankers - considérant - solution - arbitrage dans la jurisprudence - commerce - tribunal -...

04/12/2024

[Les droits des suspects ou des personnes poursuivies dans le cadre de la directive concernant la décision d'enquête européenne, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 289-299](#)

DOCTRINE  A. KANAKAKIS  DROIT EUROPÉEN

état - directive - investigation - autorité - décision d enquête européenne - décision d enquête - État d exécution - adoption - charte - État d émission - point - États membres - enquête - émission - autorité d émission - exécution d une décision d enquête - exécution d une décision - framework - mesure d enquête -...

04/12/2024

[La nationalité des États membres dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE. Perspective à l'aune du droit international public, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 301-316](#)

DOCTRINE  M. SALEMBIER  DROIT EUROPÉEN

état - droit international - commission - effectivité - citoyenneté - droit européen - légitimité - États membres - vente de nationalité - perte - nationalité des États - État membre - nationalité des États membres - raisonnement - objectif - point - lien - programme - droit de la nationalité - ressortissant - attribution -...

04/12/2024

[Entre sécurité d'approvisionnement, protection des consommateurs et décarbonation de l'économie : le droit européen de l'énergie à l'heure des choix, *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 317-328](#)

DOCTRINE  M. LAMOUREUX  ENERGIE

énergie - électricité - objectif - parlement - directive - parlement européen - marché - approvisionnement - économie - crise - hydrogène - texte - commission européenne - sécurité - secteur - transition - contrat - état - paquet - coût - développement - sécurité d approvisionnement - protection des consommateurs - efficacité...

04/12/2024

[Absence de reconnaissance mutuelle des décisions d'octroi du statut de réfugié : le symbole d'un régime d'asile encore en construction \(CJUE \(gde ch.\), 18 juin 2024, QY c/ Bundesrepublik Deutschland, aff. C-753/22, ECLI:EU:C:2024:524.\), *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 331-340](#)

DOCTRINE  L. BOUCHERON  DROIT EUROPÉEN

état - cour de justice - État membre - États membres - autorité - directive - reconnaissance mutuelle - avocate générale - reconnaissance automatique - parlement européen - recognition - statut de réfugié - analyse - niveau - risque - absence de reconnaissance - refonte - texte - demande de protection - directive procédures - demande...

04/12/2024

[Un arrêt fondateur entre efficacité et protection des droits. La décision d'enquête européenne en matière pénale et quelques précisions jurisprudentielles sur la transmission et l'utilisation de preuves \(CJUE \(gde ch.\), 30 avril 2024, M.N. \(EncroChat\) \(Interprétation de certaines dispositions de la directive 2014/41/UE sur la décision d'enquête européenne en matière pénale\), aff. C-670/22\), *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 341-352](#)

DOCTRINE  A. CAIOLA  DROIT EUROPÉEN

état - autorité - cour de justice - directive - décision d enquête - décision d enquête européenne - État membre - transmission - État d émission - interprétation - possession - donnée - juridiction de renvoi - possession des autorités - émission - interception - question - investigation - éléments de preuve - protection des...

04/12/2024

[Régime des données de connexion : tout est affaire de proportionnalité ! À propos de la procédure française de réponse graduée en cas d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle \(CJUE, 30 avril 2024, La Quadrature du Net, Fédération des fournisseurs d'accès à Internet associatifs, Franciliens.net, French Data Network c/ Premier ministre, Ministre de la Culture, aff. C-470/21\), *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 353-359](#)

DOCTRINE  T. DOUVILLE  POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

donnée - adresse - conservation - accès aux données - cour de justice - ingérence - point - autorité - objectif - identité civile - communication - fournisseur - trafic - information - localisation - atteinte - conservation généralisée - fournisseurs de services - prévention - oeuvre - données de localisation - garantie - traitement...

04/12/2024

[Le droit de séjour des ressortissants d'État tiers, membres de la famille du citoyen européen et la marge des États membres : citoyenneté européenne vs confidentialité des informations classées « sécurité nationale » \(CJUE, 25 avril 2024, NW et PQ, aff. jtes C-420/22 et C-528/22, ECLI:EU:C:2024:344\), *Rev. Aff. Eur.*, 2024/2, p. 361-371](#)

DOCTRINE  M. FARTUNOVA-MICHEL  DROIT EUROPÉEN

cour de justice - membre - autorité - droit de séjour - lien - ressortissant - information - citoyen - traité - autorités nationales - sécurité nationale - membre de la famille - état - membres de la famille - droit de séjour des ressortissants - intensité - ressortissant d État tiers - ressortissant d État - membres de la famille du...

04/12/2024